

Nice, le

**12 FEV. 2025**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Société LA MESTA CHIMIE FINE**  
**1336 route de l'Esteron 06830 GILETTE**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**n° 907**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12829 du 23 décembre 2005 autorisant la société LA MESTA CHIMIE FINE à exploiter une unité de fabrication de produits chimiques de synthèse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2024\_740 du 13 janvier 2025 consécutif à un contrôle effectué le 3 décembre 2024, ce rapport ayant été transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 20 janvier 2025 ;
- VU** le rapport de contrôle documentaire de l'inspection des installations classées référencé 2025\_39 du 24 janvier 2025 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

- CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé prévoit un certain nombre de dispositions visant à surveiller et réduire les émissions atmosphériques, en particulier les COV et notamment l'article 27-e visant à la possibilité de l'élaboration d'un schéma de maîtrise des émissions ;
- CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 susvisé prévoit un certain nombre de dispositions visant à surveiller et réduire les émissions atmosphériques, en particulier les COV et notamment l'article 9.1 V visant à la possibilité de l'élaboration d'un schéma de maîtrise des émissions ;
- CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé prévoit un certain nombre de dispositions visant à réaliser des campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement et notamment l'article 3 ;

- CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 3 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivant :
- l'exploitant n'a pas réalisé son schéma de maîtrise des émissions (SME) conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 13 décembre 2019 susvisés ;
  - l'exploitant n'a pas réalisé l'analyse des PFAS identifiés dans les rejets aqueux en plus des 20 PFAS obligatoires ;
- CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 27-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, de l'article 9.1 V de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils peuvent générer une pollution de l'environnement en situation normale ou dégradée ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LA MESTA CHIMIE de respecter les dispositions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** les éléments transmis par courriel du 20 janvier 2025 et notamment :
- la mise à jour du SME 2023 réalisée par l'exploitant dans laquelle ce dernier y formalise l'ensemble des textes réglementaires applicables et les valeurs cibles ;
  - l'engagement de l'exploitant de prendre en considération cette modification dans le cadre du SME 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que ces éléments permettent de considérer que l'exploitant s'est mis en conformité sur le point lié au schéma de maîtrise des émissions ;
- CONSIDÉRANT** que sur le point lié aux PFAS, l'inspection propose d'accéder à la demande de délais supplémentaires pour réaliser les analyses, mais maintient la non-conformité constatée dans l'attente de ces analyses ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1.**

La société LA MESTA CHIMIE FINE, implantée 1336 route de l'Esteron à Gilette (06830), est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé en transmettant les résultats des mesures (prélèvement et analyse).

### **Article 2.**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3. Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

#### **Article 4. Publicité et exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société LA MESTA CHIMIE FINE et publié sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie sera transmise :

- au secrétaire général de la préfecture,
- à la sous-préfète Nice-Montagne,
- au maire de Gilette,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

  
**Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général**  
SG 4898  
**Patrick AMOUSSOU-ADEBLE** /

